Les taillis simples dits "bois fouillies" de Champagney (Haute-Saône)

Martial Villemin

► To cite this version:

Martial Villemin. Les taillis simples dits "bois fouillies" de Champagney (Haute-Saône). *Revue forestière française*, 1978, 30 (2), pp.144-152. 10.4267/2042/21217 . hal-03396628

HAL Id: hal-03396628

<https://hal.science/hal-03396628>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cette rubrique est dirigée par

Ph. MARGERIE

Ingénieur en chef du G.R.E.F.

Chargé de la sous-direction
« Bois-Papier-Imprimerie »

D. I. C. T. D.

Ministère de l'Industrie et de
la Recherche

3, rue Barbet-de-Jouy
75700 PARIS

économie et forêt

LES TAILLIS SIMPLES DITS "BOIS FOUILLIES" DE CHAMPAGNEY (HAUTE-SAÔNE)

M. VILLEMIN

A Champagny, chef-lieu de canton au nord-est du département de la Haute-Saône, sur les derniers contreforts des Vosges saônoises, il existe de grandes superficies de taillis simples, appelées localement « Bois fouillies » ou simplement « fouillies ». Ils figurent sous cette appellation au cadastre et dans les actes notariés.

Il en existe également dans quelques communes voisines à l'est de Champagny, à Plancher-Bas (700 ha environ), à Auxelles et La Chapelle-sous-Chaux dans le territoire de Belfort (150 ha environ), mais à la différence de la commune de Champagny, la plupart des parcelles appartiennent à un propriétaire, à la rigueur à 2, 3 ou 4 par suite des successions.

Il n'en est pas de même pour les fouillies du territoire de Champagny qui présentent une curieuse anomalie foncière presque certainement unique en son genre en France. Il s'agit, en dehors des autres terrains nettement délimités, classés et cadastrés, propriétés de la commune ou de particuliers, de taillis qui appartiennent depuis un temps immémorial à d'anciennes familles du pays et à leurs descendants (ou ayants-droit, par suite d'achat) dans un état permanent de biens indivis non délimités.

ORIGINE DES PROPRIÉTÉS INDIVISES

Malgré de patientes recherches, il n'a pas été possible d'établir l'origine de cette forme d'attribution d'une notable partie du territoire communal à un nombre limité de familles groupées en presque totalité au centre de la commune et dans les sections immédiatement voisines, alors que les autres habitants en sont exclus et que les sections éloignées ignorent même cet état de chose.

Qu'étaient à l'origine ces terrains ? Qui en étaient le ou les propriétaires ? Rien n'a pu apporter jusqu'à présent une certitude, une explication authentique, appuyée de documents, archives ou titres officiels.

Pourquoi, par la suite, la jouissance de ces propriétés est-elle réservée à certaines familles, représentées aujourd'hui par une multitude de co-ayants-droit, mais qui à l'origine ne devaient être qu'un petit nombre ? On peut se demander s'il s'est agi d'une acquisition régulière, d'une donation ou d'un accaparement pendant la Révolution, transformant une sorte de droit d'usage en propriété, dont les archives officielles (communales, notariales ou particulières) ne laissent aucune trace, ce qui ne peut étonner s'il y a eu accaparement plus ou moins illicite.

Il semble que l'origine de ce mode de propriété, si l'on ne s'arrête pas aux survivances de la domination burgonde, doit être placée dans une « tenure » du Moyen-Age, la *colonge*, qui était un mode de possession très répandu en Haute-Alsace à cette époque : en effet, l'abbaye de Lure, donc Champagny, a été longtemps terre d'Alsace et terre d'Empire. Le propriétaire, en l'occurrence les abbayes de Lure et Mürbach réunies qui détenaient en domaine Champagny et quelques villages voisins vers l'est, répartissait entre plusieurs preneurs un corps de biens, parfois considérable. La terre était fractionnée en lots indivisibles, cédés le plus généralement à perpétuité et appelés tenures colongères (en allemand : Hube) et cultivés chacun par un colon (Huber). Des règles fixes s'établirent, réglant les rapports entre colongers et seigneurs. A la tête de la colonge, un maire ou Meier rendait la justice sous le contrôle du seigneur. A Champagny, un ruisseau appelé la Colonge, descend des bois indivis séparant les sections cadastrales A et B. Ces taillis indivis forment, au nord du village sur les contreforts sous-vosgiens, un ensemble de 520 hectares d'un seul tenant. Les descendants des colongers continuèrent l'exploitation. Bientôt, les familles se multipliant, les partages entre les différentes familles ou membres de familles devinrent compliqués.

La guerre de Trente Ans, 3^e période (1630-1635) et 4^e période (1635-1648) dévasta presque entièrement Champagny dont les habitants traqués avaient fui dans les forêts des hautes montagnes. Français, Comtois, Allemands, Lorrains et Suédois vivaient sur le pays. Les Suédois commandés par le Rhingrave Othon-Louis et les troupes lorraines du général Montecucculi commirent les pires excès et quand les habitants revinrent, ils ne trouvèrent plus que deux maisons à peu près habitables. A la paix (1648), l'Alsace autrichienne et le Sundgrave passèrent sous la domination de la France, moins la Décapole. De même, les abbayes de Mürbach et de Lure demeurèrent soumises à l'Empire jusqu'en 1679, date à laquelle Louis XIV réunit Lure et ses dépendances à la Franche-Comté qui était devenue française par le traité de Nimègue en 1678. Après cette époque, les princes-abbés, pour repeupler la région, installèrent des Alsaciens puis des Lorrains, des Savoyards, des Italiens maçons pour les travaux de reconstruction, enfin des Allemands, Autrichiens et Suisses. Cette période de l'histoire explique peut-être pourquoi les bois fouillés ne furent attribués qu'à une partie des familles : il semble, en effet, que ces familles, au nombre de 54, dont j'ai retrouvé les noms, et dont plus de la moitié sont à ce jour disparues, soient de vieilles familles indigènes qui vivaient dans la localité avant les guerres citées ci-dessus, car l'on n'y remarque qu'un nom d'origine étrangère (Mozer).

En 1749, les fouillies furent réparties entre les différentes familles par l'office de Jacques Dubret. Le 9 janvier 1808, il fut procédé à une nouvelle tentative de partage : il fut proposé de les répartir par famille (chacune ayant une surface formée d'un seul ou de quelques lots dans les différentes sections, au lieu de quelques ares ou même centiares dans la presque totalité des 265 parcelles), puis de les border. Le partage entre chefs de famille substitué au partage par habitant eut constitué un progrès, mais l'accord ne se réalisa pas et aucune solution pratique, contrairement aux villages voisins, ne fut réalisée sur le terrain. Le problème resta entier avec la complication supplémentaire amenée par le passage du temps.

INDIVISION ET MORCELLEMENT

Ces bois fouillies indivis, d'une contenance totale de 662 hectares, sont répartis en parcelles d'inégales contenance en différents lieux-dits du territoire de la commune. Il y en a 102 de moins de 1 ha, 127 de 1 à 5 ha, 21 de 5 à 10 ha, 12 de 10 à 15 ha et 3 de 15 à 20 ha. Ils furent, lors de l'établissement du cadastre, répartis entre les co-propriétaires selon leurs droits d'héritage d'après une liste établie sur deux registres de 40 × 50 imprimés à cet effet.

Ce sont sur ces registres qui sont au poste du secteur, que fut rédigé par les propriétaires eux-mêmes, entre 1810 et 1833, l'état de leurs droits. Le Service du cadastre de l'époque s'est borné à recopier ce qui était écrit sur ces registres pour dresser ses états de sections et les folios des propriétaires : cela facilita son travail.

En 1833, date de la mise en service du cadastre de Champagny, il y avait 265 parcelles, dont 157 ayant de 10 à 100 propriétaires, 77 de 100 à 200 propriétaires, 11 de 200 à 300 propriétaires, 20 seulement avaient entre 2 et 9 propriétaires. Le nombre total des parts cadastrales était alors de 18 622.

Taillis de 30 ans en exploitation.

Photo VILLEMEN.

Taillis simple âgé de 20 ans.

Photo VILLEMEN.

En 1913, il y avait 14 registres dits matrices cadastrales contenant à longueur de pages des listes de mutation de « bois fouillies ». Pour certains propriétaires, la liste des 265 parcelles revenait jusqu'à 4, 5 ou 6 tois par suite d'achats successifs ou d'héritage.

Cette année 1913, le Service du cadastre entreprit de réinscrire sur des registres neufs les droits des co-propriétaires en additionnant les parts d'une même parcelle, ce qui rendit plus facile au départ la lecture. Mais 43 ans plus tard, en 1956, quand il fallut, pour la soumission au Régime forestier, relever les droits des propriétaires sur des extraits de matrice cadastrale, la même confusion régna de nouveau.

Cette indivision cadastrale était encore rendue plus compliquée par le fait que, faute de pouvoir s'entendre, des ayants-droit laissaient souvent leurs droits sur le folio du grand-père, voire de l'arrière grand-père. Sur les matrices cadastrales en service avant 1967, date de la mise en service du cadastre rénové, on trouvait encore plusieurs propriétaires datant de l'origine du cadastre en 1833. De ce fait, nombre de folios avaient plusieurs propriétaires, souvent 3 à 5 et jusqu'à 10, avec des propriétaires mineurs, ce qui obligeait le notaire à laisser en suspens l'achat des droits de ces mineurs, l'achat par la commune se faisait alors curieusement par $5/6 - 18/30$ jusqu'à $54/56$ d'un folio. Et si certains prétendaient en 1950 que ces 662 hectares étaient divisés en 100 000, peut-être en 150 000 parts, il était difficile de leur opposer un démenti, si timide soit-il, par suite de l'indivision à l'intérieur des familles s'ajoutant à l'indivision cadastrale. J'ai relevé une copie d'un acte sous seing privé datant de 1858 portant plus de 500 noms de co-propriétaires.

Aussi, conséquence fatale, bon nombre des ayants-droits avaient renoncé à suivre cette évolution et à réclamer leur part. Certains se sont expatriés et leurs héritiers ont parfois ignoré qu'ils possédaient des terrains forestiers. D'autres familles se sont éteintes et leurs droits d'exploitation sont retombés dans le domaine commun. Il existait, en 1952, 10 propriétaires passés au folio « Inconnu », mais en réalité le nombre d'inconnus était au moins dix fois plus élevé, car n'y étaient pas portés les propriétaires dont le revenu cadastral était en dessous du minimum. Ce morcellement infini était devenu tel que lors du renouvellement des registres cadastraux en 1913, l'Administration des Contributions directes s'est vue dans l'impossibilité absolue de faire, malgré tous ses efforts, une attribution directe et exacte des parcelles aux différents propriétaires vivants. Elle s'est bornée à une « récapitulation globale » des droits des propriétaires des anciens registres dans chaque numéro cadastral.

GÉRANCE DES BOIS FOUILLIES

La situation était telle que l'exploitation par chaque particulier était devenue impossible : comment s'y reconnaître dans un tel morcellement.

Une partie des propriétaires se sont réunis en une sorte d'association ou syndicat, ni déclaré ni officiel, entraînant avec eux un consentement tacite général, conscient ou inconscient, mais forcé du fait de la situation. Ils ont établi un système assez bizarre, sans base officielle et légale, en constituant en marge du cadastre communal de nouveaux registres spéciaux aux fouillies, dits « Registres de cantonnement des fouillies ».

En récapitulant au registre cadastral communal les contenances inscrites au nom de chaque propriétaire ou groupe familial dans chaque lieu-dit, ils ont donné dans ce même cantonnement une part de fouillies de valeur ou de surface à peu près équivalente au total général des parcelles qu'ils détenaient dans la surface globale.

Les ayants-droit ont accepté cette disposition qui leur évitait bien des soucis, des recherches, du temps perdu ou même l'abandon forcé.

Exemple d'une demande d'échange (recto-verso), parvenue au conseil municipal de Champagny, de multiples et minuscules parcelles situées dans des bois-fouillies contre des surfaces d'un seul tenant de valeur équivalente.

Belfort le 20 décembre 1971

Monsieur le Maire,
Messieurs les Conseillers Municipaux.

Guy Chappuis, 6 Place Schumann - 90 Belfort

Je soussigné Mme Lebrun Ignace née Chappuis Estelle, 9 rue des Jardins
25 - Pont de Roide

J'ai l'honneur de demander au Conseil Municipal de CHAMPAGNEY, l'échange de mes droits de propriétés dans les bois-fouillies indivis sections et parcelles suivantes :

Section A parcelles 41- 42- 43- 47- 48- 61- 63- 64- 66- 68- 69- 71- 73- 75- 77-
78- 79- 80- 83- 87- 98- 99- 100- 102- 105- 110- 125- 126- 128- 129- 130-
131- 148- 261- 264

pour une contenance totale de 17 ares 39

Section B parcelles 3- 4- 6- 7- 8- 10- 11- 12- 13- 271- 272- 273- 765- 769-
770- 793- 794- 796- 798- 799- 805- 810- 817- 834- 835- 839- 841- 844-
849- 850- 851- 872- 921- 923- 927- 937- 942- 944- 947- 948- 949- AE 162.

pour une contenance totale de 30 ares 40

Section C Parcelles 501

pour une contenance totale de 0 are 72

Section D parcelles 51- 185- 326- 327- 330- 331- 342- 406- 407- 418- 419-
420- 424- 426- 427- 428- 430- 431- 432- 433- 434- 435- 437- 442- 443-
444- 445- 446- 447- 449- 450- 454- 455- 457- 462

pour une contenance totale de 36 ares 87

Section E parcelles 377- 378

pour une contenance totale de 3 ares 95

Section F parcelles 1355- 1356- 1380

pour une contenance totale de 4 ares 61

Surface totale 93 ares 94

Contre une surface de valeur équivalente située :

<u>Section A</u>	parcelle 209 (13.00)	260 (4.39)	contenance	17 ares 39
<u>Section B</u>	parcelle 770		"	30 ares 40
<u>Section D</u>	parcelle		"	—
<u>Section E</u>	parcelle 295		"	46 ares 15
<u>Section F</u>	parcelle		"	—
			Total :	93 ares 94

En espérant que ma demande sera prise en considération, veuillez agréer,
Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments distingués.

Section A		148	0,20	849	0,22	430	0,07	A	17,39
41	1,46	261	0,03	850	0,62	431	1,27	B	30,40
42	0,03	264	0,87	851	0,04	432	1,12	C	0,72
43	0,10	17,39		872	0,07	433	1,39	D	36,87
45	0,32	Section B		921	0,13	434	0,98	E	3,95
47	0,90	3	0,14	923	1,31	435	1,29	F	4,61
48	0,71	4	0,72	927	0,41	437	2,96	<u>93,94</u>	
61	0,62	6	1,70	937	1,54	442	1,50	à échanger contre	
63	0,07	7	0,30	942	0,81	443	0,22		
64	0,05	8	2,25	944	1,35	444	1,18	A - 209 (13,00)	= 17,39
66	0,18	10	1,89	947	0,11	445	0,19	A - 260 (4,39)	= 30,40
68	0,23	11	0,52	948	2,83	446	1,79	B - 770	= 46,15
69	0,03	12	0,65	949	1,52	447	1,26	E - 295	
71	1,75	13	0,18	AE 162	2,07	449	1,89	<u>93,94</u>	
73	0,55	271	0,53	30,40		450	0,45		
75	0,56	272	1,03	Section C		454	0,22		
77	0,73	273	0,42	501	0,72	455	1,12		
78	0,37	765	0,05	Section D		457	1,60		
79	0,39	769	0,07	51	1,62	462	1,11		
80	1,20	770	0,18	185	1,02	36,87			
83	0,51	792	0,40	326	3,64	Section E			
97	0,39	793	0,69	327	1,51	377	0,29		
98	0,21	794	0,13	330	1,68	378	5,66		
99	0,73	796	0,92	331	0,47	3,95			
100	0,12	798	1,13	342	1,17	Section F			
102	0,82	799	0,05	406	1,26	1355	1,70		
105	1,04	805	0,30	407	1,07	1356	1,21		
110	0,22	810	0,55	418	1,01	1380	1,70		
125	0,30	817	0,22	419	0,30	4,61			
126	0,10	834	0,72	420	0,51				
128	0,04	835	0,38	424	0,15				
129	0,68	839	0,49	426	0,62				
130	0,41	841	0,74	427	0,77				

Ce procédé d'attribution était somme toute arbitraire, ne reposant que sur des conventions verbales, très souvent unilatérales et n'ont comme charte que des notes sur les registres de cantonnement ci-avant. L'indifférence ou l'ignorance de leurs droits dont témoignaient la plupart des propriétaires a fait le reste et emporté leur adhésion forcée.

Ces registres de cantonnement étaient tenus à jour par quelques-uns des propriétaires les plus importants ou ceux qui connaissaient la situation, appelés « gérants ».

Ils ne visaient que la superficie et non le sol qui restait toujours dans l'indivision générale. Conséquence fâcheuse : ces cantonnements étaient déterminés par les « gérants » qui partageaient annuellement, obligatoirement en l'absence et sans le consentement de la plupart des familles intéressées. Vu l'impossibilité par celles-ci de connaître exactement leurs droits et de les faire valoir, les décisions de la gérance étaient sans appel ; certains, même, abandonnèrent leurs droits pour éviter les ennuis et dérangements de toutes sortes qu'entraînaient ces solutions bâtarde.

MODE D'EXPLOITATION ANCIENNE DES BOIS FOUILLIES

Depuis un temps immémorial, l'exploitation se faisait sur une révolution très courte : 13 ans, au printemps, lors de la montée de la sève. Tout ce qui était chêne (90 %) était abattu, tronçonné en longueur de 1 mètre. L'écorce était séparée, séchée, pour être livrée aux tanneries ; le bois en rondins et les branches ainsi dépouillés étaient vendus comme bois de chauffage. Il y a 2 à 3 siècles, il existait à Champagny et dans les environs maints artisans tanneurs qui ont disparu progressivement au bénéfice des tanneurs industriels. La dernière tannerie à acheter encore de l'écorce à tan était celle du Thillot dans les Vosges proches : jusque vers 1960. L'écorce était livrée en fagot après séchage et pesée.

Après la guerre de 1914 et surtout après celle de 1939-1945, l'exploitation était devenue anarchique. Le règlement voulait que le propriétaire ou le locataire d'une part exploite dans les deux ans sous peine d'amende. En effet, comme les fouillies s'exploitaient par canton toutes ensemble, s'il y avait un retard quelconque, de quatre ans par exemple, à la révolution suivante celui à qui la surface revenait, recevait un taillis âgé de 9 ans seulement.

ACHAT DES BOIS FOUILLIES PAR LA COMMUNE

En 1930, un premier essai d'achat par la commune fut tenté pour remédier à cette situation mais n'aboutit pas par suite principalement de tracasseries administratives. Régler la question de propriété était la pierre d'achoppement et personne ne voulait s'en charger.

Après 1950, la commune disposant de 38 millions de l'époque de dommage de guerre, l'achat fut à nouveau envisagé. L'accord se fit sur la base de 25 000 F (1950) l'hectare pour les fouillies. Par la même occasion, la commune décida d'acheter d'autres taillis non indivis (107 ha), diverses friches et terrains enclavés ou limitrophes de la forêt communale (80 ha), en tout environ 850 ha.

Par délibérations approuvées des 28 octobre 1951, 16 décembre 1951, 21 décembre 1952 et l'arrêté de M. le sous-préfet en date du 29 juillet 1953, après avis du directeur des domaines

M. VILLEMIN

du 7 avril 1953 et de la commission départementale de contrôle des opérations immobilières, les achats furent commencés le deuxième semestre 1953 : ils portaient :

— pour la section A sur	81 parcelles =	7 491 parts
— pour la section B sur	104 parcelles =	10 559 parts
— pour la section C sur	3 parcelles =	454 parts
— pour la section D sur	57 parcelles =	5 650 parts
— pour la section E sur	9 parcelles =	566 parts
— pour la section F sur	11 parcelles =	427 parts
		<hr/>
		265 parcelles = 25 147 parts

En réalité, il y avait plus de 25 000 parts, car quelques folios des plus gros propriétaires avaient été totalisés avant leur inscription sur le registre ouvert pour l'achat (environ 2 500 à 3 000 parts).

Par arrêté préfectoral du 15 octobre 1958 furent soumis au régime forestier les 662 ha indivis (article 1 du Code forestier).

En 1967, un nouveau cadastre rénové fut mis en application, facilitant considérablement les recherches pour les 60 propriétaires restants. En 1971, il fut décidé par délibération du conseil municipal de regrouper les propriétaires refusant la vente, soit 25 propriétaires et 42 hectares, ce qui laissait 620 hectares entièrement propriété de la commune où les enrésinements pouvaient commencer.

COUPES D'ABRI - ENRÉSINEMENT

Après la soumission au régime forestier en 1958, chaque année sur le 25^e de la surface, soit 26,40 ha, une coupe d'abri avait été exploitée, après réserve de 800 à 1 000 baliveaux à l'hectare en commençant par les coupes les plus âgées (30 à 35 ans). Exploitées convenablement par les habitants qui en faisaient la demande, ces coupes ont maintenant bonne allure. Le recru est faible, les plus anciennes ont maintenant une vingtaine d'années.

Un plan d'enrésinement est prévu, ainsi qu'un réseau routier de 20 km déjà tracé sur le terrain et un nouveau parcellaire est délimité.

Dans quelques années, il ne restera plus que le souvenir de cette curieuse et originale indivision.

Martial VILLEMIN Chef technicien forestier (e.r.) Saulnot 70400 HÉRICOURT
--